



Universités canadiennes et édition pérenne

Un livre blanc

Préparé pour le compte de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC)
par Martha Whitehead et Brian Owen

22 février 2016

Introduction

Le milieu canadien des communications savantes est à l'aube de changements transformateurs. De nombreux facteurs convergent : l'incidence continue de la technologie numérique sur l'enseignement et la recherche, l'expertise sans cesse croissante des bibliothèques universitaires en matière d'utilisation et d'appui des initiatives technologiques, le passage aux politiques sur le libre accès, l'oligopole des éditeurs universitaires internationaux et les contraintes financières des budgets universitaires.

Au Canada et dans le reste du monde, les universités doivent choisir la meilleure façon d'investir dans les communications savantes pour appuyer la recherche à l'heure actuelle. Le présent document vise à décrire les enjeux et les voies possibles, aux fins de discussion et de planification avec des chercheurs et des administrateurs d'universités canadiennes dans le contexte international. Notre objectif commun consiste à permettre de diffuser largement les résultats de recherche et de les rendre aussi accessibles que possible, à l'échelle internationale, à l'aide de moyens de publication de grande qualité au coût le plus bas possible.

Notre objectif commun consiste à permettre de diffuser largement les résultats de recherche et de les rendre aussi accessibles que possible, à l'échelle internationale, à l'aide de moyens de publication de grande qualité au coût le plus bas possible.

Développements en matière de communication savante au Canada

Il y a vingt ans, l'Association des universités et collèges du Canada (maintenant Universités Canada) et l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) ont publié un rapport intitulé « *Le nouveau monde de la communication savante : les défis et les choix du Canada.* »¹ Ce rapport a été élaboré par un groupe de travail commun sur les bibliothèques universitaires et les communications savantes, formé en 1994 afin de se pencher sur les effets de la technologie, l'économie et d'autres facteurs du monde scientifique. En 2002, l'ABRC a publié un autre document² dans lequel on analysait la situation de l'époque et on plaidait en faveur d'une recherche accrue en matière de communication savante au Canada. Cela a entraîné la tenue d'une étude complète, et encore pertinente, ainsi que l'élaboration du rapport de 2005 intitulé : « *Vers un écosystème de connaissances intégré : une stratégie de recherche canadienne.* »³

¹ AUCC-CARL/ABRC, « Le nouveau monde de la communication savante : les défis et les choix du Canada » (rapport final du groupe de travail commun sur les bibliothèques universitaires et les communications savantes de l'AUCC-ABRC, octobre 1996).

² Kathleen Shearer et Bill Birdsall, « The Transition of Scholarly Communications in Canada » (document de travail, 2002).

³ Kathleen Shearer et Bill Birdsall, « Towards an Integrated Knowledge Ecosystem : A Canadian Research Strategy » (2005).

³ Kathleen Shearer et Bill Birdsall, « Towards an Integrated Knowledge Ecosystem : A Canadian Research Strategy » (rapport soumis à l'ABRC, 2005).

Il y a eu de nombreuses avancées au Canada depuis ces appels à l'action, y compris les suivantes :

Achat en consortium au niveau national : Réseau canadien de documentation pour la recherche

En 1999, l'ABRC a mené l'élaboration d'une proposition gagnante soumise à la Fondation canadienne pour l'innovation pour le Projet canadien de licences de site nationales (PCLSN), qui est ensuite devenu le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) en 2004. Un aspect essentiel du PCLSN/RCDR était la stratégie visant à collaborer entre administrations, qui rassemblait des universités canadiennes de dix provinces, dans les deux langues officielles, ainsi que diverses offres de diplômes et de programmes. Les objectifs étaient les suivants : accroître la quantité, l'ampleur et la profondeur du contenu savant à la disposition des chercheurs universitaires à l'échelle du Canada; accélérer la transition de l'impression au numérique et aux modèles à valeur ajoutée de contenu savant; et tirer profit du pouvoir d'achat et de l'influence des universités canadiennes dans le marché de l'édition savante internationale afin d'obtenir des conditions avantageuses d'utilisation et d'élaborer de nouveaux modèles d'affaires et de services.⁴ Le RCDR a connu de nombreux succès, par exemple, un contrôle accru des accords de licence obtenu par la création d'un modèle de licence. Le consortium comprend maintenant 75 universités canadiennes membres et gère 54 licences avec d'importants éditeurs universitaires.

Initiatives de promotion au plan national

L'ABRC et le RCDR ont entrepris une foule d'activité de promotion, de consultation et de soutien visant à informer les principaux intervenants concernant des sujets liés aux communications savantes, particulièrement au libre accès et à son incidence pour l'édition savante. En plus de rapports⁵ et de prises de position,⁶ l'ABRC a élaboré des trousse de ressources⁷ ainsi que d'autres documents⁸ dans le but d'aider les membres des deux organisations à accroître la sensibilisation dans les établissements sur ces sujets. Le RCDR a également entrepris des projets comme l'initiative de l'Écosystème intégré du savoir (EIS)⁹ visant à se pencher sur les changements transformateurs continus dans ce secteur. En janvier 2016, le RCDR a publié une trousse d'outils sur la mobilisation des établissements

⁴ « À propos du RCDR », *RCDR*, consulté le 25 janvier 2016, <http://crkn.ca/fr/a-propos-du-rcdr/historique>

⁵ « Mise en œuvre du libre accès : rapport du groupe de travail ABRC-RCDR sur le libre accès », 19 octobre 2012, consulté le 29 janvier 2016, http://crkn.ca/sites/crkn.ca/files/oawg_final_report_121019-f.pdf

⁶ « Prise de position de l'ABRC sur le libre accès », consulté le 29 janvier 2016, <http://www.carl-abrc.ca/fr/communication-savante/prise-de-position-de-l-abrc-sur-le-libre-acces.html>

⁷ « ABRC trousse de promotion du libre accès », consulté le 29 janvier 2016, <http://www.carl-abrc.ca/fr/communication-savante/trousse-de-l-abrc-pour-la-promotion-du-libre-acces.html>

⁸ « Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications : Réponses rapides! », mai 2015, consulté le 29 janvier 2016, http://www.carl-abrc.ca/uploads/SCC/TriAgency_OA_Policy_Talking_Points_FR.pdf

⁹ « À propos de l'EIS », *RCDR*, consulté le 25 janvier 2016, <http://crkn.ca/fr/a-propos-du-rcdr/planification-strategique/plan-strategique-de-2013-2016/ecosysteme-integre-du-savoir/a-propos-de-leis>.

afin d'aider les bibliothèques à poursuivre les discussions dans leurs établissements sur les défis liés au coût et à la disponibilité des ressources pour la recherche.¹⁰

Plateformes et projets d'édition

Érudit

Érudit a amorcé un projet pilote en 1998 et, en 2004, est devenu un consortium constitué de plusieurs universités, soit l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Érudit soutient principalement, sans toutefois s'y limiter, les publications savantes en langue française, y compris des revues, des livres et délibérations, des thèses et mémoires, et des documents et données provenant de centres de recherche. Érudit offre des services d'édition numérique ainsi que des services de diffusion, d'indexation et de commercialisation durable. Soixante-dix pour cent des utilisateurs sont à l'étranger. Soixante-quinze pour cent des revenus d'abonnement sont redistribués aux revues, ce qui permet d'assurer la présence d'une source directe et indépendante de financement. Grâce à une transition entre modèles commerciaux, soit d'un modèle fondé sur les abonnements à un modèle à partenariat entre les bibliothèques et les revues, Érudit a augmenté de façon considérable l'accès à ses collections en remplaçant la barrière mobile de deux ans par un embargo de 12 mois sans réduire les redevances aux revues. En 2014, Érudit a reçu du Fonds des initiatives scientifiques majeures de la Fondation canadienne pour l'innovation un montant de 1,4 M\$ pour la période de 2014 à 2018 afin de soutenir son évolution d'un système de diffusion à une solide plateforme de recherche en s'appuyant sur ses forces et son expertise en matière de conservation et d'organisation de grands ensembles de données. En tirant profit de la révolution de la science des données (données massives) et des nouvelles approches en matière de linguistique informatique, de la bibliométrie et des sciences humaines numériques, Érudit déploie actuellement des efforts visant à approfondir et à améliorer ses services aux chercheurs.

Public Knowledge Project

Le Public Knowledge Project a été établi en 1998 par John Willinsky à la University of British Columbia. Depuis, le PKP s'est développé et est devenu une opération internationale et virtuelle comprenant deux ancrages institutionnels à la Stanford University et à la Simon Fraser University Library. John Willinsky, fondateur et directeur du PKP, se trouve à Stanford et supervise l'orientation générale du PKP, et il y dirige ses activités de recherche. Depuis 2005, la bibliothèque de la SFU a servi de port d'attache administratif et opérationnel pour le PKP, et elle est chargée de l'élaboration ainsi que du soutien des logiciels, des services d'édition du PKP et d'autres activités administratives. Le PKP a également trois partenaires importants pour ce qui est du

¹⁰ « Trousse de mobilisation des établissements », *RCDR*, consulté le 29 janvier 2016, <http://crkn.ca/fr/gtme>

développement — le Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario (CBUO), la bibliothèque de la University of British Columbia et les bibliothèques de la University of Pittsburgh — qui fournissent un soutien financier et en nature considérable.¹¹ Le PKP a une incidence profonde sur le milieu des communications savantes, par exemple, avec son Open Journal Software (OJS). Ce logiciel libre offre actuellement un modèle viable pour l'édition en libre accès pour plus de 8 600 revues partout dans le monde. La plateforme a permis à des bibliothèques universitaires de participer activement à l'écosystème de l'édition savante.

Synergies

Synergies était un projet de fondation visant à diffuser des résultats de recherche menée au Canada en sciences sociales et humaines.¹² Le projet a été rendu possible grâce à la contribution de la Fondation canadienne pour l'innovation et de gouvernements provinciaux dans le cadre du Fonds des plateformes nationales de 2006, et il a été géré par l'Université de Montréal, en collaboration avec la University of New Brunswick, la University of Toronto, la University of Calgary et la Simon Fraser University. L'infrastructure technologique de Synergies reposait sur les plateformes d'Érudit et du PKP. Le projet a permis de poursuivre le développement des services d'édition numérique, et de les établir conformément aux normes internationales ainsi qu'au coût le plus bas pour la production et l'édition, particulièrement pour les suites logicielles du PKP et des services d'édition et de diffusion numérique d'Érudit. La subvention de Synergies a pris fin en 2012, mais a permis de jeter les bases des avancées technologiques continues du paysage de l'édition savante au Canada.

Dépôts en libre accès

À l'échelle internationale, la Confederation for Open Access Repositories, dont l'ABRC est membre, s'efforce de tisser des liens étroits entre les communautés de dépôt et celles de financement afin de soutenir un réseau mondial de dépôts numériques en libre accès et de permettre au milieu de la recherche de retrouver une certaine influence sur le système de communication savante.¹³ Il existe maintenant au moins 50 dépôts universitaires canadiens dans lesquels les chercheurs peuvent déposer leurs articles publiés ainsi que d'autres publications, comme des thèses.¹⁴ Même si des périodes d'embargo peuvent être imposées pour certains éléments déposés, l'intention générale de ces dépôts est de soutenir le libre accès à leur contenu numérique. Les universités financent l'infrastructure technique pour leurs dépôts, ainsi que les services de soutien. Un autre dépôt important est PMC Canada

¹¹ « About », *Public Knowledge Project*, consulté le 25 janvier 2016, <https://pkp.sfu.ca/about/>

¹² Page d'accueil, *Synergies*, consultée le 25 janvier 2016, <http://www.synergiescanada.org/fr>

¹³ Kathleen Shearer et coll., « Promoting Open Knowledge and Open Science : Report of the Current State of Repositories », *Confederation of Open Access Repositories* (document de travail, 21 mai 2015) <https://www.coar-repositories.org/files/COAR-State-of-Repositories-May-2015-final.pdf>

¹⁴ « Dépôts institutionnels canadiens », *CARL-ABRC*, consulté le 25 janvier 2016, <http://www.carl-abrc.ca/fr/communication-savante/depots-institutionnels-canadiens.html>

(PubMed Central Canada), qui offre le libre accès à des archives numériques en ligne stables et permanentes de publications de recherche complète sur la santé et les sciences de la vie ayant fait l'objet d'une évaluation par les pairs. PMC Canada est un partenariat mené entre la Bibliothèque scientifique nationale du Conseil national de recherches du Canada, les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et la U.S. National Library of Medicine (NLM).¹⁵

Services d'hébergement de revues

L'hébergement de revues numériques des bibliothèques est le prolongement logique du soutien de l'édition et de la communication savante que les bibliothèques ont entrepris avec les dépôts institutionnels. L'hébergement de revues par les bibliothèques coïncide avec la croissance du mouvement de libre accès dans le domaine de l'édition savante et l'intérêt connexe porté aux modes d'édition différents visant à le soutenir. Tout comme de nombreux chercheurs examinent l'édition en libre accès, les bibliothécaires souhaitent également encourager les modes d'édition différents qui peuvent offrir un certain répit face au contrôle exercé par les importants éditeurs commerciaux sur le marché. Au Canada, plus de 400 revues sont hébergées par des instances OJS ou Bepress Digital Commons dans des bibliothèques de l'ABRC ainsi que dans d'autres bibliothèques universitaires canadiennes. Un grand nombre de ces publications ont une optique canadienne, ce qui autrement pourrait être négligé dans le monde de l'édition en général.

Politiques de libre accès

La capacité d'effectuer le dépôt d'articles de revue dans des dépôts appuie la Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications. Depuis le 1^{er} mai 2015, les bénéficiaires des subventions sont tenus de s'assurer que toute publication dans une revue assujettie à l'évaluation par les pairs provenant d'une recherche financée par un organisme est disponible gratuitement dans les 12 mois suivant sa publication. Cela peut se faire en publiant dans une revue qui offre un libre accès dans les 12 mois suivant la date de publication ou en effectuant le dépôt d'une copie du manuscrit final et évalué par les pairs dans un dépôt en ligne accessible au public. Les chercheurs sont fortement encouragés à effectuer un tel dépôt immédiatement à la suite de la publication, même si l'article est disponible gratuitement sur le site Web de la revue.¹⁶ Les bibliothèques universitaires canadiennes sont bien placées pour appuyer ces nouvelles politiques de libre accès au moyen de leur investissement dans les dépôts institutionnels et les services d'hébergement des revues.

¹⁵ Page d'accueil, *PubMed Canada*, consultée le 25 janvier 2016, <http://pubmedcentralcanada.ca/pmcc/?lang=fr>

¹⁶ « Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications », *Science.gc.ca*, consulté le 25 janvier 2016, <http://www.science.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=F6765465-1>

Édition des monographies savantes

L'édition des monographies savantes est confrontée à de nombreux défis : réduction des budgets des bibliothèques associés aux collections de monographies, augmentation des coûts de publication, diminution du nombre d'éditeurs et transition axée sur la technologie de l'impression à des plateformes et des formats numériques. Certaines bibliothèques^{17 18} de l'ABRC ont examiné la possibilité d'offrir de nouveaux services d'édition numérique. Toutefois, les activités dans ce secteur en sont encore aux premiers stades au Canada. La collaboration entre les bibliothèques et les presses universitaires au Canada n'est pas aussi importante que celle aux États-Unis même s'il y a certains bons exemples au Canada, comme la University of Calgary, où le portefeuille des bibliothèques et des ressources culturelles comprennent les presses universitaires. En 2015, la Mellon Foundation a annoncé un nouveau programme de financement de plus de 10 millions de dollars visant à soutenir la recherche et l'élaboration de nouveaux services d'édition numérique nécessitant des efforts de collaboration de la part des presses universitaires, des bibliothèques universitaires, des corps professoraux et d'autres partenaires.¹⁹ Un nombre important de bibliothèques de l'ARL – Brown, California Digital Library, Indiana, Michigan – participent à ces initiatives. La bibliothèque de la UBC est la seule bibliothèque canadienne participant à ces projets²⁰, même si le Canadian Institute for Studies in Publishing (CISP) de la SFU participe à titre d'évaluateur externe à tous les projets financés par Mellon.²¹ Au Canada, il n'existe pas d'initiative de financement directement comparable destinée à l'examen des nouveaux modèles d'édition.²² Les bibliothèques de l'ABRC et d'autres bibliothèques universitaires canadiennes en collaboration avec des presses universitaires canadiennes ainsi que d'autres

¹⁷ Les bibliothèques de la University of Victoria se sont lancées dans l'impression en 2013, et ont, jusqu'à maintenant, publié trois ouvrages fondés sur des documents provenant de leurs collections spéciales et d'autres partenaires sur le campus. « Library Publications », *bibliothèques de la University of Victoria*, consulté le 15 janvier 2016

<http://www.uvic.ca/library/about/ul/publications/>

¹⁸ La bibliothèque de la University of Windsor a collaboré avec le Centre for Research in Reasoning, Argumentation and Rhetoric pour lancer un projet d'édition numérique à l'aide du logiciel Open Monograph Press. « Information for Authors », *Windsor Studies in Argumentation*, consulté le 15 janvier 2016,

<http://windsor.scholarsportal.info/omp/index.php/wsia/information/authors>

¹⁹ Carl Straumsheim, « Piecing Together Publishing », *Inside Higher Ed*, consulté le 25 janvier 2016,

<https://www.insidehighered.com/news/2015/02/25/researchers-university-press-directors-emboldened-mellon-foundation-interest>

²⁰ « UBC Library Partners with UC Davis to Create a Sustainable Financial Model for Open Access », *bibliothèque de l'UBC*, consulté le 25 janvier 2016

<http://about.library.ubc.ca/2015/04/09/ubc-library-partners-with-uc-davis-to-create-a-sustainable-financial-model-for-open-access/>

²¹ « CISP to Evaluate Mellon Foundation's Scholarly Communications Initiative », *Publishing @ SFU*, consulté le 25 janvier 2016,

<http://publishing.sfu.ca/2015/06/cisp-to-evaluate-mellon-foundations-scholarly-communications-initiative/>

²² Le Conseil des arts du Canada offre un programme de soutien à l'édition pour les titres rédigés par des Canadiens provenant d'éditeurs canadiens, mais il vise principalement les œuvres imprimées de fiction. « Aide à l'édition de livres : Subventions globales », *Conseil des arts du Canada*, consulté le 15 janvier 2016,

<http://conseildesarts.ca/conseil/subventions/trouver-une-subvention/subventions/aide-a-l-edition-de-livres---subventions-globales>

partenaires universitaires et bailleurs de fonds sont certainement en mesure de contribuer à ce programme dans un contexte canadien.

Sciences humaines numériques et produits savants

Le domaine des sciences humaines numériques (SHN) a rapidement pris de l'ampleur au cours de la dernière décennie et il attire une nouvelle génération d'universitaires qui adapte et intègre la technologie en tant que composante directe de leur recherche. Ils produisent également un grand éventail de résultats de recherche – des sites Web, des bases de données en ligne, des ensembles de données – souvent associés à des outils informatiques spécialisés. Ces produits savants sont souvent plus accessibles et fonctionnels que leurs équivalents imprimés, mais ils comprennent également de nouvelles exigences en matière de soutien et d'« édition ». Les bibliothèques possèdent déjà une grande expertise en matière de technologie de l'information ainsi que des ressources qui s'harmonisent étroitement avec de nombreuses exigences en matière de SHN, y compris ce qui suit : numérisation du contenu; élaboration et mise en œuvre de logiciels pour la description, la découvrabilité, l'édition de contenu et la préservation des produits savants et du contenu en ligne connexe; la prestation et la gestion des environnements de recherche en ligne; et la connaissance de la gestion du cycle de vie des logiciels libres. Par conséquent, un nombre croissant de bibliothèques universitaires canadiennes fournissent non seulement des services et un soutien au corps professoral local des SHN, mais elles collaborent aussi activement en tant que partenaires sur des projets de recherche. Des initiatives nationales de RHN comme l'INKE (Implementing New Knowledge Environments)²³ comprennent également un certain nombre de bibliothèques participantes.

Ressources éducatives libres

L'expression ressources éducatives libres (REL) englobe un large éventail de documents d'enseignement et d'apprentissage – des cours (cours complets, modules, objets d'apprentissage), des manuels, des guides, des vidéos en diffusion, des tests, des logiciels, etc. – qui sont disponibles gratuitement et en libre accès. Les bibliothèques produisent déjà un volume important de contenu qui est souvent conçu sous forme de ressources éducatives libres (REL), et elles participent à des initiatives en matière de REL depuis des années. Un des récents développements dans ce secteur est lié aux initiatives sur l'apparence des manuels en libre accès, qui chevauchent grandement les autres secteurs d'édition décrits ci-dessus. Deux bons exemples sont Open SUNY Textbooks²⁴ – une entreprise d'édition axée sur les bibliothèques universitaires – et le BC Campus Open Textbook Project.²⁵

²³ Page d'accueil, *Implementing New Knowledge Environments*, consulté le 25 janvier 2016, <http://inke.ca/>

²⁴ Page d'accueil, *Open SUNY Textbooks*, consulté le 25 janvier 2016, <http://textbooks.opensuny.org/>

²⁵ « Open Textbook Project », *BCcampus*, consulté le 25 janvier 2016, <http://bccampus.ca/open-textbook-project/>

Conservation numérique

Une des préoccupations que suscite la transition du contenu analogue au contenu numérique est le risque que les publications ne soient plus disponibles à l'expiration des licences, que les éditeurs n'existent plus, qu'il se produise une défaillance technique ou que l'équipement tombe en désuétude. Les approches collaboratives relativement à ces questions comprennent des licences des consortiums qui permettent le chargement local du contenu d'abonnements, le projet de réseau LOCKSS privé du Council of Prairie and Pacific University Libraries (COPPUL), et la plateforme de revues CBUO Scholars Portal, soit le premier dépôt numérique fiable (DNF) certifié au Canada.

Données de recherche

La communication savante dépend non seulement de la publication des résultats de recherche, mais également de la gestion des données de recherche. De plus en plus, les données de recherche sont reconnues comme l'un des piliers de l'infrastructure numérique au Canada.²⁶ En 2015, l'ABRC a lancé Portage, un service national de soutien à la gestion des données de recherche (GDR) afin d'aider les chercheurs et les autres acteurs de la GDR en leur offrant un réseau d'expertise en GDR axé sur les bibliothèques et des plateformes nationales pour la planification, la conservation et l'exploration des données de recherche. L'ABRC et Calcul Canada ont récemment signé un protocole d'entente décrivant leur collaboration dans le cadre d'un projet de gestion des données de recherche (GDR) de deux ans visant à élaborer un cadre logiciel pour un circuit de travail en matière de GDR à l'échelle.²⁷ En collaboration avec plusieurs intervenants, Portage aidera les chercheurs à garder le contrôle de leurs données de recherche en dehors de la sphère commerciale et permettra un accès approprié ainsi qu'une réutilisation pour la recherche future et la reproduction des résultats de recherche.

Enjeux importants

Les grands éditeurs commerciaux ont des marges de profit aussi élevées que 40 %, des fonds provenant du public qui couvrent le salaire des membres du corps professoral, les subventions de recherche et les acquisitions des bibliothèques.

Bien que des progrès importants aient été réalisés quant à certains aspects de la communication savante, plusieurs enjeux ont pris de l'ampleur au cours des dernières années.

1. Modèles et coûts des revues par abonnement

« Les éditeurs commerciaux ont été en mesure de vendre à des prix plus élevés puisqu'en tant que quasi-monopoles, ils ont un public captif et ne sont pas sujets aux forces normales du marché. » Cet énoncé du rapport de l'AUCS et

²⁶ Conseil de direction pour l'infrastructure numérique. (2015). *Réponse à la consultation menée avec Industrie Canada en 2015 : Élaboration d'une stratégie pour l'infrastructure de recherche numérique.*

²⁷ « News », ABRC, consulté le 29 janvier 2016, <http://www.carl-abrc.ca/news/203/201/Compute-Canada-and-CARL-Join-Forces-to-Build-a-National-Research-Data-Platform.html>

de l'ABRC de 1996 semble aussi vrai de nos jours. La forte acquisition de licences en consortium dont le RCDR nous a fait profiter a élargi considérablement l'accès aux publications savantes, mais le modèle demeure fondamentalement inchangé :

- Cinq éditeurs commerciaux représentent désormais plus de la moitié de la production actuelle d'articles de revues publiés dans les domaines des sciences naturelles et médicales et des sciences sociales et humaines.²⁸
- Les éditeurs offrent les revues dans le cadre de « méga-ententes » qui forcent les bibliothèques à s'en remettre à du contenu qu'elles ne choisiraient pas autrement et à subir des augmentations annuelles qui sont habituellement plus élevées que le coût de l'inflation.
- Les grands éditeurs commerciaux ont des marges de profit aussi élevées que 40 %, des fonds provenant du public qui couvrent le salaire des membres du corps professoral, les subventions de recherche et les acquisitions des bibliothèques.
- La plupart des bibliothèques sont aux prises avec des budgets d'acquisitions stagnants et doivent réduire leurs dépenses dans d'autres secteurs comme les acquisitions de monographies et les ressources humaines.
- Cette situation a été exacerbée par la chute de la valeur du dollar canadien, ce qui a réduit le pouvoir d'achat d'environ 25 % au cours des deux dernières années.

2. Autres modèles de revues

Les modèles de revues en libre accès sont acceptés en principe par plusieurs et sont soutenus par des plateformes comme Open Journal Systems (OJS) du PKP, mais des inquiétudes ont tout de même été soulevées, particulièrement à l'égard des modèles de coûts et des facteurs d'impact :

- Des dépenses éditoriales et administratives sont associées à la gestion d'une revue; dans certains cas, elles sont couvertes par des contributions en nature, mais elles nécessitent souvent des revenus compensatoires obtenus traditionnellement par des abonnements ou des subventions (p. ex., le programme d'aide aux revues du CRSH).

La valeur et les retombées de la recherche sont mesurées principalement par la publication dans des revues de modèle traditionnel prestigieuses et au moyen de produits commercialisés par les éditeurs de ces revues.

²⁸ Larivière, L., Haustein S. et Mongeon P. (2015, 10 juin). « The Oligopoly of Academic Publishers in the Digital Era », *PLoS ONE*. Consulté le 25 janvier 2016, [doi:10.1371/journal.pone.0127502](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0127502)

- Des coûts pour l'hébergement d'OJS et des services connexes sont habituellement payés par les universités au moyen de leurs budgets de fonctionnement des bibliothèques.
- La valeur ou les retombées de la recherche sont mesurées principalement par la publication dans des revues prestigieuses de modèle traditionnel et au moyen de produits commercialisés par les éditeurs de ces revues.
- Les revues cherchent encore à augmenter leur visibilité et leur effet en étant indexées dans des services comme Web of Science, service que les bibliothèques soutiennent au moyen de frais d'abonnement annuels.
- Les revues veulent souvent les avantages d'un fournisseur de services comme Érudit (voir ci-dessus). Les universités appuient ensuite ces revues en payant un coût annuel au fournisseur de services.

3. Frais de traitement des articles

Pour les éditeurs qui souhaitent soutenir le libre accès, l'approche primaire est de refiler le coût aux auteurs au moyen de frais de traitement des articles (FTA). Certains éditeurs

Évidemment, les chercheurs s'opposent aux frais de traitements des articles

commerciaux offrent un modèle hybride dans lequel les auteurs peuvent choisir de payer des FTA pour donner libre accès à leur article. Les bibliothèques paient tout de même des frais d'abonnement pour la revue. Le montant des FTA est souvent discutable et leurs justifications méritent de faire l'objet d'une enquête plus approfondie.

Au Canada, il y a généralement moins de soutien pour l'approche des FTA qu'au Royaume-Uni et qu'en Europe. Plusieurs discussions récentes mettent en lumière les problèmes et proposent des solutions de rechange :

- Évidemment, les chercheurs s'opposent aux FTA, particulièrement dans les disciplines liées aux sciences humaines où les subventions de recherche sont moins nombreuses, mais également dans les sciences où la pratique s'est instaurée. Certains défenseurs du libre accès croient que la solution est de simplement supprimer le fardeau du financement de l'auteur, tout en conservant le concept de frais de traitement par article. Un promoteur important de ce concept est la Max Planck Digital Library qui a récemment présenté une étude qui affirme que les budgets d'abonnement existants seraient suffisants pour financer les FTA. « Les budgets d'acquisitions des bibliothèques actuels sont le réservoir ultime pour permettre la transformation sans risque financier ou autre. »²⁹ Se basant sur cette étude, la conférence de Berlin 12 sur le libre accès tenue en décembre 2015 a

²⁹ Schimmer R., Geschuhn K.K. et Vogler A (2015). « Disrupting the Subscription Journals' Business Model for the Necessary Large-Scale Transformation to Open Access » (version préliminaire, 2015). Consulté le 25 janvier 2016, [doi:10.17617/1.3](https://doi.org/10.17617/1.3)

donné lieu à une déclaration d'intérêt que les organismes seront invités à signer afin d'organiser un effort coordonné pour faire passer les budgets pour les revues des bibliothèques des abonnements aux FTA.³⁰ Cependant, on a soulevé une importante préoccupation concernant cette approche : elle vise essentiellement à maintenir le statu quo des intérêts commerciaux et des prix de monopole existants.

- La UC Davis University Library et la California Digital Library, en collaboration avec d'autres partenaires tels que la UBC Library et avec l'appui de la Andrew W. Mellon Foundation, entreprennent un important projet pour analyser les coûts institutionnels pour convertir les communications savantes, particulièrement les revues savantes, en un modèle commercial entièrement fondé sur les FTA. Elles remarquent que les conséquences de convertir le coût des communications savantes en un modèle « auteur-payeur » (ou « institution-payeuse ») a d'énormes répercussions pour les grands établissements de recherche qui produisent une quantité disproportionnée de la littérature.³¹
- Grâce à un financement de la Fondation MacArthur, le Public Knowledge Project, conjointement avec la SPARC (Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition), entreprend une étude conjointe sur l'édition savante en libre accès³² comme solution de rechange aux FTA afin de soutenir les activités d'édition en libre accès. Les objectifs des deux prochaines années comprennent (a) la collecte de données auprès de revues et d'organismes afin de créer un modèle commercial ou de participer aux projets pilotes d'édition en collaboration avec des bibliothèques; (b) des consultations avec les intervenants, y compris des revues, des sociétés, des investisseurs, des éditeurs, des auteurs et des lecteurs, sur ce qui ferait fonctionner ou non des coopératives; et (c) l'élaboration d'une infrastructure de libre accès pour mener des projets pilotes coopératifs afin d'évaluer l'efficacité et la qualité des revues par l'entremise d'une édition coopérative à l'échelle mondiale.
- Les universités canadiennes n'ont pas abordé la question des FTA collectivement, mais des discussions informelles au sein de l'ABRC indiquent qu'il y a peu d'intérêt pour les FTA comme modèle commercial du libre accès, bien que des efforts aient été déployés pour couvrir les coûts pour les chercheurs. On retrouve certaines informations connexes dans le récent rapport du sous-comité sur le financement de

*Solution de rechange :
édition coopérative à
l'échelle mondiale*

³⁰ Shearer K. pour l'ARL. (2015, 18 décembre). « Report on Berlin 12 Open Access Conference ». Consulté le 25 janvier 2016, <http://www.arl.org/storage/documents/publications/2015.12.18-Berlin12Report.pdf>.

³¹ « UC Davis and CDL Investigation of the Institutional Costs of Gold Open Access ». *Innovating Communication in Scholarship*. Consulté le 25 janvier 2016, http://icis.ucdavis.edu/?page_id=286

³² Page d'accueil. *The Open Access Publishing Cooperative Study*. Consulté le 25 janvier 2016, <http://oa-cooperative.org/>

l'édition en libre accès du Groupe de travail sur le libre accès de l'ABRC.³³ Quatorze membres de l'ABRC ont déclaré verser des fonds pour soutenir le corps professoral, le personnel et les étudiants quant à la publication de revues entièrement à libre accès : sept universités ont créé des fonds d'entre 10 000 et 50 000 \$, cinq universités disposaient de fonds d'entre 50 000 et 150 000 \$ et deux universités disposaient de fonds de 250 000 \$ ou plus. Depuis 2015, les fonds de quatre établissements ont été suspendus de façon temporaire ou permanente. Trois de ces suspensions sont dues à des contraintes budgétaires alors que le quatrième établissement a éliminé son fonds en raison de la perception de mauvaise utilisation qu'on en avait. Un cinquième établissement a cessé le financement de FTA individuels en raison de la forte demande, et réduit et réoriente le fonds vers d'autres types d'initiatives d'édition en libre accès.

4. Modèle d'édition pérenne pour les publications volumineuses

Comme mentionné dans les sections ci-dessus sur l'édition de monographies savantes, les sciences humaines numériques et les produits savants, et les ressources éducatives libres, de nouvelles possibilités sont à explorer pour ce qui est d'ouvrages dans le paysage numérique. Pour tous ceux concernés, l'objectif consiste à s'assurer que l'érudition canadienne soit publiée et qu'on y ait accès aussi largement que possible. Toutefois, d'un point de vue du marché, des défis d'envergure se présentent :

- Les presses universitaires se sont largement fiées aux bibliothèques universitaires comme source importante de revenus, et les bibliothèques n'ont pas hésité à les soutenir. Par exemple, le CBUO et douze membres de l'Association des presses universitaires canadiennes (APUC), en collaboration avec eBOUND Canada, se sont associés en 2013 pour promouvoir et appuyer la disponibilité d'érudition canadienne en format numérique partout dans les universités de l'Ontario.³⁴ Ceci a engendré une licence nationale avec le RCDR. Cependant, en tant que consommatrices de monographies savantes, les bibliothèques universitaires sont dans une position très différente de celle où elles étaient au cours des dernières décennies. En raison des pressions soulignées ailleurs dans le présent document, la plupart des budgets d'acquisitions des bibliothèques ne sont simplement pas en mesure de soutenir l'achat systématique de monographies savantes pour une utilisation possible à des fins de recherche. Ils répondent plutôt à des demandes d'utilisateur particulières. En outre, bien que les modes de gestion des droits numériques visent à protéger les revenus des éditeurs et ainsi soutenir leurs

³³ Sous-comité sur le financement de l'édition en libre accès du Groupe de travail sur le libre accès de l'ABRC. « Fonds pour la publication en libre accès des bibliothèques au Canada : examen et recommandations » (document de travail, décembre 2015).

³⁴ « OCU, ACUP/APUC and eBOUND Partner to Promote Canadian Ebook Scholarship ». *Ontario Council of University Libraries*. Consulté le 25 janvier 2016, <http://www.ocul.on.ca/node/1650>

activités, ils entraînent souvent une expérience utilisateur se situant sous les attentes du consommateur numérique d'aujourd'hui.

- En raison de la diminution des sources de revenus, les presses universitaires canadiennes et l'érudition canadienne qu'elles soutiennent sont dans une situation précaire. Il existe une ouverture pour explorer de nouveaux modèles, mais la forme qu'ils pourraient prendre n'est pas tout à fait claire. Par exemple, bien qu'il existe une adhésion générale au libre accès des livres savants bénéficiant de fonds publics (la Fédération des sciences humaines a mis en place une politique pour son Prix d'auteurs pour l'édition savante qui énonce que « la Fédération s'attache à promouvoir et faciliter activement la publication en libre accès des livres subventionnés par le PAES »³⁵), de vives inquiétudes ont été soulevées par les presses universitaires canadiennes quant au manque de preuve suffisante de la viabilité financière des modèles de libre accès pour l'édition de monographies savantes.³⁶

Mesures possibles

Le moment est bien choisi pour ramener l'édition savante à l'université et perturber des paradigmes d'impression vieux de centaines d'années. Nous ne voulons pas seulement une édition pérenne, mais une édition prospère. Des questions importantes doivent être abordées, mais il existe également d'impressionnants développements pouvant être approfondis.

Il nous faut entreprendre une stratégie nationale canadienne dans le contexte international de l'édition savante, même si certains éléments – tels que les politiques des organismes de financement et les ententes de collaboration actuelles comme celles du RCDR – peuvent être résolus avec un maximum d'efficacité au niveau national. Le secteur de l'édition en milieu académique au Canada – les sociétés savantes et les éditeurs, les universités, les bibliothèques académiques, les organismes de financement, les fournisseurs d'infrastructure – possède l'expertise et la capacité nécessaire pour créer une solution authentiquement canadienne qui pourrait servir de modèle au reste du monde. Mais surtout, les universités ont la capacité de travailler ensemble et de déterminer la meilleure façon d'attribuer leurs ressources financières.

³⁵ « Le libre accès et le PAES ». *Fédération des sciences humaines*. Consulté le 25 janvier 2015, <http://www.idees-ideas.ca/questions/libre-acces-paes>

³⁶ Association des presses universitaires canadiennes. (2014, janvier). « La publication de monographies dans un contexte de libre accès », *Association des presses universitaires canadiennes*. Consulté le 25 janvier 2016, <http://www.acup.ca/wp-content/uploads/2014/07/LA-PUBLICATION-DE-MONOGRAPHIES-DANS-UN-CONTEXTE-DE-LIBRE-ACCE%CC%80S.pdf>

Recommandations :

1. Les universités devraient élaborer des stratégies communes pour remettre en question les coûts des modèles par abonnement existants.

- a. Changer les perceptions quant à la valeur qui appuie le système monopolistique, des perceptions qui sont renforcées par des mesures prédominantes de l'impact de la recherche et des processus de promotion et de titularisation. En grande partie, ce changement dépend de la deuxième recommandation (ci-dessous).
- b. Collaborer à des méthodologies guidées par des données pour analyser « la méga-entente », négocier des coûts raisonnables pour certaines revues commerciales et fournir un autre mode d'accès aux articles lorsque des ententes ne peuvent être conclues. Il s'agit d'un enjeu international nécessitant une voix nationale puissante. L'Université de Montréal et d'autres établissements ont déjà effectué un travail impressionnant, et le RCDR pourrait être en mesure d'aider d'autres universités canadiennes à en tirer parti.
- c. Tirer parti du travail du groupe de travail sur la mobilisation des établissements du RCDR quant à l'exploration des problèmes auxquels a fait face chacun de nos établissements canadiens pour ce qui est d'assurer un accès aux documents de recherche.

2. Les universités et les organismes de financement devraient attribuer des ressources en vue d'élaborer des moyens de publication savante collectifs, pérennes et de grande qualité.

- a. Continuer d'investir dans des plateformes et des services qui permettent le libre accès et la révision par les pairs. Cela comprend l'appui d'options comme Open Journal Systems et les dépôts institutionnels et l'étude du coût total pour maintenir ces services à grande échelle.
- b. Participer à l'élaboration d'initiatives coopératives de publication pérennes qui cherchent à attirer des revues savantes d'autres options plus coûteuses. À court terme, elles pourraient refléter des services de publication traditionnels et combinatoires comme Érudit, et à long terme, elles pourraient transformer la façon dont les revues sont créées, indexées et promues, ou remplacer la revue complètement. Il est alors important d'élaborer une approche coopérative représentant les coûts réels de publication et de fournir des solutions de rechange à la publication par abonnement traditionnelle.
- c. Chercher des solutions de rechange à la revue traditionnelle, y compris les possibilités offertes par un réseau mondial d'archives et des couches de service possibles. Bien que les besoins traditionnels continuent d'être importants – par exemple, appuyer les collectivités d'érudition et la révision par les pairs, et rendre le

savoir visible et accessible – les solutions numériques peuvent être très différentes de celles proposées à l'ère de l'impression.

- d. Élaborer une stratégie globale qui tient compte des autres modèles d'édition savante comme les monographies, les manuels, les ressources éducatives libres et les produits savants des sciences humaines numériques et d'autres disciplines. Les mêmes problèmes associés aux revues savantes se manifestent également dans ces documents de publication comme les solutions possibles : adoption de technologies, activités de collaboration et nouveaux modèles de viabilité.
- e. Investir dans ces approches collaboratives et perturbatrices au lieu des modèles FTA qui maintiennent le statu quo.

Prochaines étapes

Le présent document vise à susciter d'autres discussions et à fournir un cadre sur lequel on peut se fonder. Les prochaines étapes comprennent une stratégie à deux volets visant des résultats concrets immédiats ainsi que des discussions et une planification de niveau supérieur.

Pour ce qui est des résultats concrets, le Comité sur l'avancement de la recherche de l'ABRC orientera un projet visant à élaborer une collection complète de revues canadiennes soutenues par un modèle d'édition en libre accès coopératif.

Au niveau supérieur, l'ABRC cherchera des occasions de discuter avec d'autres intervenants du milieu universitaire au Canada (par exemple, Universités Canada) et à l'échelle internationale (par exemple, une réunion de plusieurs associations de bibliothèques de recherche convoquée par Research Libraries UK en mars 2016 et une prochaine assemblée conjointe des membres de l'ABRC et de l'ARL en avril 2016). Ces discussions serviront à étudier plus globalement des modèles d'édition en libre accès coopératifs (y compris les éléments financiers, de gouvernance et de viabilité) et d'autres recommandations du présent article.

À propos des auteurs

Martha Whitehead est présidente de l'ABRC, et vice-rectrice et bibliothécaire en chef de la Queen's University. Brian Owen est bibliothécaire universitaire adjoint à la bibliothèque de la Simon Fraser University (SFU), adjoint au Canadian Institute for Studies in Publishing de la SFU et au programme de maîtrise en publication de la SFU, et directeur général du Public Knowledge Project (PKP).